



NOUVELLES DE LA BIGORRE

Mensuel édité par l'Association de Diffusion de la Presse Démocratique des Nouvelles de la Bigorre
Prix : 1 € • Novembre 2008 n° 233

**ABONNEZ-VOUS !
RÉABONNEZ-VOUS !!!**

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Administration, rédaction :
4, rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. : 05 62 93 12 67
Fax : 05 62 93 44 43
lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

Directeur de la publication :
Philippe Barrière
Rédacteur en chef :
Myriam Passet

Conception/réalisation
Impression : **Imprimerie Images**
7 rue du 19 mars 1962
Bastillac Innovation - 65000 Tarbes

Commission paritaire :
0409 G 88904

SOMMAIRE

- **Edito**..... p. 1
- **Actu : Crise, 1000 rencontres pour comprendre**
- **Appel national du PCF**.. p. 2
- **Lutte sociale : un plan social scandaleux**
- **Non à la Privatisation de La Poste**
- **Intervention M.P Vieu** p. 3
- **Congrès du PCF**..... p. 4
- **Crise financière et PCF**
- **Interview de Christophe Verzeletti**..... p. 5
- **ANECR, un congrès tonique**..... p. 6
- **Déclaration de Marie Georges Buffet**
- **Obama président**..... p. 7
- **page culturelle**..... p. 8

NOUVELLES DE LA BIGORRE

Abonnement 1 an

- ☞ 12 € (tarif normal)
- ☞ 20 € (abonnement de soutien)
- ☞ 6 € (tarif réduit : étudiants, chômeurs...)

Abonnement Découverte

☞ 3 mois = 3 €

4, rue des Haras - 65000 Tarbes
BNP Tarbes 000100 52 987

ÉDITO

Un 34^{ème} congrès pour une ambition politique renouvelée.

Les communistes haut pyrénéens ont choisi le texte qui leur servira de base de travail afin de définir les orientations politiques de notre Parti lors de son congrès.

Le texte présenté par le Conseil National du PCF a remporté la majorité des suffrages avec 162 voix (68,94% des exprimés) tandis que le texte « renforcer le PCF, renouer avec le marxisme » rassemblait 37 voix (15,74% des exprimés) et le texte « Faire vivre et renforcer le PCF » obtenait 15 voix (4,8% des exprimés).

Mais l'adoption du texte devant servir de base commune de travail n'est dans l'état actuel des débats ni un aboutissement ni une fin en soi : c'est au contraire un point de départ qui va nous permettre comme nous l'avons fait le 4 novembre dernier en présence de Pierre Laurent, d'approfondir notre réflexion politique et de déboucher sur des prises de décisions stratégiques et d'action. En effet, si 253 adhérents du PCF ont participé au scrutin ; deux tiers environ des communistes de notre département ne sont pas toujours impliqués dans le processus de préparation de notre congrès. C'est vraiment trop au regard du respect d'un véritable débat démocratique comme au regard de l'exceptionnalité de la situation politique.

Il convient dès lors de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réunir mais également rencontrer le maximum de camarades pour donner à chaque communiste le goût et les moyens de s'approprier ce 34^{ème} congrès du PCF.

Notre conférence départementale aura lieu le vendredi 28 novembre et samedi 29 novembre à Soues : elle est ouverte à tous les adhérent-e-s qui le souhaitent. Elle fournira aussi l'occasion de pousser nos échanges sur la situation politique et l'importance de la question marxiste et communiste mais également sur nos formes d'organisations et d'actions, notre fonctionnement, notre structuration, le rôle des directions, nos rapports à la société et aux institutions. Elle nous aidera

encore à mieux appréhender l'actualité départementale et à travailler à une implantation, une présence régulière et une activité des communistes et de leur Parti au plus près des populations dans les quartiers mais aussi- autant que peu- sur les lieux de travail.

L'ampleur de la crise financière et ses ravages, les derniers développements de la situation à gauche les évolutions de la social démocratie et le départ du PS, du PRS de Mélenchon (qui a depuis créé le Parti de Gauche), l'état des luttes sociales nous imposent d'être offensifs et audacieux dans nos initiatives et les dynamiques de rassemblement que nous engagerons. Nous ne sommes pas au bout de nos échanges quant à notre compréhension de l'état du monde et des possibilités de le changer, sur notre projet, notre stratégie et nos alliances : Abordons ces sujets solidairement et sur le fond !

Nous vivons une période charnière de l'histoire : le capitalisme financiarisé connaît sa crise la plus profonde et la plus grave depuis 1929 avec des conséquences sur de multiples terrains (social, environnemental, politique) : son hégémonie sur les consciences peut être remise en cause. Mais dans le même temps la gauche française décomposée, divisée et proche de l'atomisation est incapable de cristalliser en une lame de fond politique la colère sociale qui gronde.

A nous, d'ouvrir avec notre congrès les chemins d'un espoir, d'être à l'offensive sur le terrain des idées et du rassemblement pour aider à la construction d'un front progressiste face à la tyrannie de ce capitalisme mondialisé, de la droite et du MEDEF qui le servent. A nous de transformer le Parti Communiste afin qu'il devienne un acteur essentiel de ce combat d'aujourd'hui.

Marie-Pierre VIEU
Secrétaire départementale

CRISE : 1 000 RENCONTRES POUR COMPRENDRE, LUTTER ET ÉCHANGER

La crise est là, mondiale, mais aussi avec des conséquences locales ; le cœur du système capitalisme vacille. Déjà en France des usines ferment, la casse des services publics s'accélère. L'inquiétude est majeure chez les salariés, les citoyennes et les citoyens. La colère est là car des questions se posent : Les caisses sont vides mais alors d'où sortent les milliards mobilisés pour sauver le système (360 milliards en France) Qui va payer ? Quel niveau de récession ? Quel avenir pour nous tous. Le besoin de parler, de comprendre est énorme.

C'est pour cela que le PCF vient de décider de la tenue

de 1000 rencontres dans le pays pour y répondre. Dans notre département plusieurs sont en préparation d'ici la fin de l'année.

- à Lannemezan, salle du Renouveau le mercredi 3 décembre à 20h30

- le 10 décembre à 18h30, au 38 cité Laubadère, débat public sur la crise

D'autres encore sont en préparation.

Les communistes veulent jouer leur rôle, mettre à disposition leurs initiatives pour aider à comprendre, à trouver des solutions, des nouvelles règles, pour livrer au débat leurs propositions.

APPEL NATIONAL DU PCF

DECIDER D'URGENCE DES MESURES CONTRE LA CRISE

L'insatiable appétit de profits des groupes financiers, des fonds spéculatifs et des banques a provoqué en quelques mois la crise la plus grave que le monde ait connu depuis 1929.

Qui va payer ?

En France, Sarkozy et sa majorité qui hier encore déclaraient que les caisses étaient vides ont trouvé des centaines de milliards pour voler au secours de la finance. Mais, avec les gouvernements qui les soutiennent, ils veulent en solder les comptes sur le dos des salariés et des peuples.

Mais ils vont présenter la note aux contribuables. En revanche, lorsqu'il s'agit de prendre des mesures visant à sauvegarder l'emploi, les vieilles recettes du capitalisme libéral, qui sont en fait au cœur de la crise, reviennent au galop : bas salaires, exonérations fiscales pour les patrons, aggravation de la précarité pour les salariés, pressions accrues sur les chômeurs, travail du dimanche... Et pour le reste des grands discours sur la sécurisation des « transitions professionnelles » et des décisions sans communes mesures avec la gravité de la situation tel le recours aux emplois aidés le plus souvent précaires.

C'est d'autant plus inacceptable que les conséquences de la crise et de la récession frappent avec brutalité les

salariés, précaires et chômeurs : multiplication des plans de licenciements, mise au chômage des intérimaires, secteurs d'activités sinistrés tels l'automobile, la construction, l'aéronautique etc., salaires plus comprimés encore, dépenses publiques amputées...

Le capitalisme en cause

Au cœur de la crise actuelle, se trouvent un système et des politiques orientées vers la recherche de la rentabilité financière écrasant la croissance réelle, la diminution des dépenses publiques, la mise en concurrence des hommes et des territoires.

C'est ce système qui vacille aujourd'hui et qu'il faut changer.

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent d'adopter des réformes ambitieuses, permettant de mobiliser l'argent au service de la réponse aux besoins sociaux et humains et d'un nouveau type de développement.

Il est de la responsabilité de la gauche de se rassembler tout entière afin de prendre les initiatives d'action et de conviction indispensables pour faire prévaloir cette voie novatrice. C'est nécessaire et c'est urgent pour notre pays et pour notre peuple.

C'est le sens de cet appel initié par le Parti communiste.

UN PLAN SOCIAL SCANDALEUX À LA SCT DE BAZET

Ainsi, un plan social est actuellement en cours à la SCT (ex Céramer) à Bazet de 66 suppressions d'emplois dont 49 licenciements secs. Ce plan social, c'est d'abord des drames humains pour les salariés et leurs familles et c'est un contre sens économique car cette entreprise est une filiale d'une holding financière qui a une croissance de 15%. Le problème c'est que ces bénéfices importants réalisés par les salariés du site de Bazet sont injectés sur les marchés financiers via la holding financière. Au-delà des arguments de la direction de l'entreprise, ce plan social est la conséquence de ses choix de rentabilité financière. Cette entreprise appartient au pôle de compétitivité Céramique et est un fleuron de ce secteur en matière de

céramique industrielle.

La SCT a aussi reçu des aides du Conseil régional pour la réalisation de son programme de Recherche et de Développement. Elle a donc, de plus, une responsabilité territoriale à assumer.

Le Préfet doit donc se saisir du dossier de la SCT pour examiner avec les organisations syndicales, les élus du CE et la direction les mesures à prendre pour arrêter ce plan social.. C'est ce que, pour notre part, nous lui demandons.

Philippe BA RRIERE

LA POSTE : ON PEUT GAGNER ! NON A LA PRIVATISATION.

Début Juillet, le gouvernement et la direction de la Poste annoncent sans aucune concertation la privatisation de la poste en changeant son statut pour ouvrir son capital.

Cette ouverture du capital de deux à trois milliards se fait au nom d'une « modernisation » de la poste pour répondre à l'ouverture de la concurrence imposée par les libéraux européens.

Tout cela se fait dans un contexte de dégradation du service public de la poste, fermetures de bureaux de plein exercice, mise à mal de la distribution du courrier, remise en cause du statut des salariés, création d'une banque postale qui se tourne de plus en plus vers les produits financiers...

Ces attaques contre le service public postal ne sont pas sans répliques des salariés de la poste, des usagers et des élus locaux. En témoigne la forte mobilisation des postiers le 23 septembre, la création par les usagers de collectifs de défense de leurs postes (15 dans notre département), la création au niveau national et départemental d'un comité pour la mobilisation contre la privatisation de la poste, les motions votées par le conseil général des Hautes Pyrénées et 30 conseils municipaux contre la privatisation de la poste (motions votées parfois par des élus UMP et Modem).

Ce contexte explique les atermoiements du gouvernement sur la privatisation de la poste, les déclarations de Gueno (conseiller de Nicolas Sarkozy) sur le gel de la privatisation aussitôt démenti le jour même montre que la mobilisation et le refus par 61% des français de ce néfaste projet posent problème au pouvoir et à la direction de la poste.



Ces volte faces ne peuvent que nous encourager à faire abandonner le projet d'ouverture au capital de la poste et au delà ouvrir le débat sur un service public de la poste modernisé répondant au besoins de communication et bancaires de toutes la population quelle que soit sa fortune et son lieu de résidence.

La mobilisation du 22 novembre est une étape importante pour obtenir l'abandon de la privatisation de ce service public essentiel qu'est la poste (départ de la manifestation à 10 heures, bourse du travail de Tarbes).

Oui la mobilisation et le refus des français d'un tel sabotage du service public sont si forts que l'on peut gagner.

Stéphane TOUJAS

INTERVENTION DE MARIE-PIERRE VIEU lors du Conseil municipal du 29 septembre

Une question qui est en même temps une préoccupation, monsieur le maire. A propos du Comité des Œuvres Sociales et de sa gestion. Nous savons que le protocole d'accord sur le COS se termine le 1er janvier 2009.

Je rappelle à l'assemblée que depuis 1978 la gestion du COS est assurée par les communaux eux-mêmes via leurs représentants syndicaux ; en juin dernier la CGT obtenait 87% aux élections avec une participation des trois quart des personnels municipaux. Ce mode de gestion ne représente pas seulement un acquis salarial et démocratique, il est aussi pour les employés communaux une garantie de proximité, de réponses à leurs préoccupations immédiates dans un dialogue partagé, et j'insiste fortement sur ce dernier point.

Le COS aujourd'hui c'est par exemple 250 familles « fragilisées » qui peuvent partir en vacances, c'est la prime de Noël. C'est donc tout le

contraire d'une politique de guichet : c'est le choix de la solidarité et de l'équité.

J'en viens donc à ma préoccupation. Une rumeur persistante accrédite l'idée que la gestion du COS pourrait échoir au Comité National d'Action Sociale, « l'association la plus importante au niveau national en matière de prestation sociale » selon un courrier du 25 septembre rédigée par Mr Caillaud »

Outres le fait que cela signifierait un passage de gestion des salariés aux employeurs, posant en soit une vraie question démocratique, cela attesterait encore de la perte des valeurs de proximité, solidarité et équité que je viens d'évoquer. Et ne serait pas pour autant un gage d'efficacité : en témoigne les pompiers qui aujourd'hui départementalisés continuent à vouloir bénéficier du COS (plutôt que le CNAS), il en va de même pour nombre salariés du Grand Tarbes.

CONGRÈS DU PCF

LES COMMUNISTES ONT CHOISI LEUR TEXTE DE CONGRÈS

Une majorité des 40000 adhérents qui ont participé au choix de la « base commune de discussion » ont opté pour le texte de la direction sortante, en faveur d'un parti « transformé ».

Les adhérents du PCF ont choisi leur « base commune de discussion » pour leur 34e Congrès, qui se tiendra du 11 au 14 décembre, à la Défense. D'ici là, les communistes pourront amender le texte lors de leurs assemblées de section et de fédération. 39692 communistes ont pris part au vote, mercredi et jeudi, ce qui représente 50,38% des 78779 inscrits à jour de leur cotisation, sur les 134000 adhérents recensés du PCF. 9,22 % des votants ont déposé des bulletins blancs ou nuls.

Un texte appuyé par 61% des exprimés

Le projet de base commune proposé par la direction sortante du PCF intitulé « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien », a été adopté par 60,91 % des exprimés (21946 voix). Il devient donc la base commune pour le congrès. Les deux textes alternatifs « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps », déposé entre autres par André Gerin, et « Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme », ont obtenu respectivement 24,03 % (8659 voix) et 15,04 % (5419 voix). « En faisant un choix clair parmi les orientations proposées, une majorité de communistes (...) veulent faire vivre un Parti communiste transformé apte à relever les défis de la bataille idéologique et politique », écrit dans un communiqué la commission de transparence des débats, présidée par

Hervé Bramy. La participation est comparable au dernier congrès de 2006, ce qui est « un bon résultat dans une situation difficile à gauche ». C'est un encouragement pour « avancer sur les trois questions pointées par la base commune ».

1) la refondation de l'analyse du monde par le PCF dans les conditions de la crise financière (« Le texte semble déjà dater sur ce point »)

2) la capacité à avancer un nouveau projet.

3) Un engagement « de profondes transformations du PCF ».

Le vote témoigne « d'attentes très fortes pour préciser la nature et l'ampleur de ces transformations et passer aux travaux pratiques ».

Les 40% des deux textes alternatifs et le taux d'abstention ne sont pas sans poser des questions

« Malaises ou attentes » ?

Certains voient dans ce résultat « le désintérêt d'une majorité de communistes pour cette préparation de congrès ».

D'autres critiquent une préparation de congrès où « toutes les options ne sont pas suffisamment débattues ». Il faudrait « redéfinir les objectifs et conditions du congrès ». « La direction aurait tort de prendre le résultat du vote comme un blanc seing pour ne rien changer », pensent-ils, voyant dans le vote « et le non-vote » l'expression d'un « malaise ».

Ce sont des attentes à prendre en considération. Cela exige de « créer les conditions du débat pour enrichir » la base commune, tout en « respectant le choix majoritaire ».

Vote des communistes : Résultats		
	Voix	%
Inscrits (cotisants)	505	
Votants	253	50,10%
Blancs et nuls	18	8%
Exprimés	235	46,53%

	Voix	% par rapport aux suffrages exprimés
① Je choisis la base commune adoptée par le Conseil national : « Vouloir un monde nouveau, le construire au quotidien »	162	68,94%
② Je choisis le texte alternatif « Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme »	37	15,74%
③ Je choisis le texte alternatif « Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps »	35	14,89%

CRISE FINANCIÈRE ET PCF :

Un débat ouvert et direct avec Pierre Laurent, dirigeant national

En ce mardi 4 octobre, Pierre Laurent, responsable de la commission de la Résolution au Comité National du PCF était à la Bourse du travail de Tarbes. Avec plus de 60 communistes présents, un débat s'est déroulé pendant plus de deux heures sur deux questions principales :

- quelles réponses et quelle activité du PCF face à la crise financière en cours
- quelle force communiste en France à l'issue du congrès du PCF

Sur la crise financière, il a été dit que la conscience des gens avait évoluée et que les véritables responsabilités de ce phénomène étaient mieux identifiées. Sans un catastrophisme exagéré l'accent a été mis sur les conséquences désastreuses pour les mois et les années à venir en France et dans le monde. Que faire alors ? pour sa part, le PCF a pris l'initiative d'un tract 4 pages tiré à 2 millions d'exemplaires et de la tenue de 1000 rencontres dans tout le pays. Cette initiative a pour but de mettre en cause l'injustice du système capitaliste en place et de la nécessité de changer, de dépasser ce système. Nécessité aussi de ne pas laisser la démagogie de Sarkozy s'étaler sans les réponses de gauche à la hauteur des enjeux. Dans les Hautes-Pyrénées ces rencontres sont programmées . L'occasion aussi de redire à Pierre Laurent que le texte du congrès

retenu par les communistes devrait être amendé pour donner à voir un PCF beaucoup plus offensif dans le paysage politique français.

Deuxième débat: le PCF.

Après une introduction très vivante et structurée de Christophe Verzeletti, le constat est fait de la diversité d'approches à ce sujet, des cultures militantes différentes aussi et ayant parfois du mal à se rapprocher. Faut-il parler de tendances ? Pour les communistes qui se sont exprimés on ressent surtout cette envie récurrente de reprendre pied de manière influente comme perspective crédible et audible pour le monde du travail, « se réimplanter dans les entreprises » et aussi dans les quartiers populaires. Cependant des camarades ont souligné le caractère pesant de formules trop incantatoires encore présentes de cette façon dans le texte. « Il faut... ». D'autres prônent pour un rôle d'éducation populaire Certains ont fait émerger à nouveau la réalité d'un PCF vieillissant et qui peine à se renouveler

Toutefois c'est Pierre Laurent qui dira qu'il serait étonnant qu'avec le potentiel dont dispose encore le PCF en militants, élus, et avec un journal quotidien et un hebdomadaire communiste, il ne soit pas possible d'obtenir des résultats meilleurs.

Le débat de la rénovation, de la refondation du PCF est donc grand ouvert.

INTERVIEW de Christophe Verzeletti

Question 1: *Plus que quelques semaines avant le congrès, où en est-on du débat des communistes ?*

On peut dire que le débat prend de l'ampleur. L'adoption de la base commune comme point de départ de la discussion qui se prolongera durant le congrès affine le questionnement des communistes. La crise financière, systémique du capitalisme met à jour la nécessité du dépassement de ce dernier. Pour autant cette crise ne dégage pas automatiquement un « boulevard » aux partis libéraux. Les discussions dans les sections, les contributions diverses tentent à la fois de définir les contours d'un projet mais aussi et surtout d'appréhender le plus efficacement possible les conditions d'une vraie perspective politique débouchant sur un rassemblement large, majoritaire afin de s'affranchir de ce système. Ces interrogations aboutissent ainsi à réfléchir sur le rôle du parti (tel qu'il est aujourd'hui) et surtout aux transformations nécessaires pour parvenir à cet objectif. Il faut préciser maintenant la nature et l'ampleur de ces transformations.

Question 2 : *Y a-t-il des questions récurrentes ?*

Comment aller au-delà de la sphère habituelle du PC en impulsant un communisme novateur ? Comment respecter les « fondamentaux idéologiques » tout en tenant compte des obstacles générés par la mondialisation capitaliste ?

Question 3 : *La crise financière qui éclate au grand jour pose-t-elle en d'autres termes le débat sur l'économie ?*

Certainement, contrairement à ce que dit Nicolas Sarkozy, la crise n'est pas le fait d'une « mauvaise gestion » de patrons voyous ; elle révèle le vrai visage d'un système et cela pose clairement le fait que

nous ne pouvons dissocier l'économique du politique. Durant des années, on nous a expliqué que les lois du marché quasi « divines » ne pouvaient être soumises à des choix politiques. Tout au plus, essayait-on parfois de « corriger » certains abus; on continue d'ailleurs aujourd'hui de s'inspirer de ce dogme. Mais apparaît maintenant la nécessité d'une intervention démocratique des citoyens (par le biais des syndicats, d'élus locaux, nationaux) dans l'économie un pôle public du financement, par exemple est une des pistes sur laquelle nous devons travailler.

Question 4 : *Va-t-on vers un nouveau parti communiste au lendemain du congrès ?*

Cela constitue le défi majeur de ce congrès. Je ne peux à moi tout seul être affirmatif. En tout cas nous devons tendre vers cela. Ce congrès, même si nous n'y réglons pas tout doit prendre des orientations fortes surtout après celui du PS à Reims qui laisse un goût amer à beaucoup de gens de gauche (y compris certains adhérents démissionnaires du PS). Notre congrès doit être un signe d'espoir pour tous ceux qui veulent du changement ; militants politiques socialistes, écologistes, d'extrême gauche, membres de réseaux associatifs, simples citoyens, peuvent se retrouver dans des combats communs.

Le nouveau PC ne sera vraiment « nouveau » que s'il intègre dans sa réflexion, dans sa manière d'être tous ces paramètres. L'heure est à la co-construction, la co-élaboration et le PC y a toute sa place.

D'ores et déjà la bataille des européennes peut constituer un formidable élan novateur.

Association Nationale des Élus Communistes et Républicains

UN CONGRÈS TONIQUE

Le XIV congrès de l'ANECCR a réuni sous le soleil de Montpellier, les 17, 18 et 19 octobre derniers, près de 500 élus.

Des femmes : près de 40 %, des jeunes — une trentaine avaient moins de 30 ans, des élus et élus de fraîche date, d'autres pourvues et pourvus d'une solide expérience. Ce congrès nous a laissé le sentiment que l'Association Nationale des Élus Communistes et Républicains a su amorcer en douceur un virage qui lui ouvre de larges perspectives. Tout au long de ces trois jours la diversité des situations et des approches n'a cessé de s'affirmer.

L'appel à la solidarité avec J. L. BOUSQUET, l'hommage rendu à Bernard BIRSINGER, l'accueil des anciens présidents de l'ANECCR, l'intervention de l'APEIS ont rythmé des interventions concises, pertinentes et souvent percutantes, particulièrement sur notre identité, notre utilité et le besoin de toujours plus de présence sur le terrain et de participation citoyenne.

Sur fond de crise financière, face aux menaces que font peser sur nos collectivités territoriales les projets de SARKOZY, une cinquantaine d'intervenants, conseillers municipaux, généraux, régionaux, maires et maires adjoints, présidents de regroupements de communes, députés, ont décliné leur inquiétude et leur colère. Ils ont pointé les attaques contre nos droits démocratiques et contre

tous nos acquis : institutions, finances locales, libre administration des communes, services publics, retraites, éducation nationale, santé. Ils ont affirmé leur volonté de faire connaître nos idées, nos propositions, de se battre avec d'autres, d'associer à la réflexion et à l'organisation les camarades ayant perdu leur mandat. L'ANECCR doit ouvrir largement ses portes, sans exclusive, à tous les élus qui veulent la démocratie, la justice sociale, une politique co-élaborée avec les citoyens et contrôlée par eux, un développement respectueux de la planète, la solidarité en France et partout dans le monde.

Cette volonté d'ouverture a été actée par le vote des nouveaux statuts, et l'élection du Conseil National, dimanche matin. Il comptera 36 % de femmes soit 10 % de plus que le précédent. C'est encore peu mais c'est un progrès conséquent et nous continuons à viser la parité.

Le Conseil National a élu André CHASSAIGNE qui, entre deux salves d'applaudissements, a conclu ce congrès en rappelant nos priorités et notre volonté de mettre nos actes en cohérence avec notre discours.

Notre département était représenté par Carole Barbe (conseillère municipale de Tarbes), Erick Barrouquère-Theil (maire adjoint de Séméac) et d'Alain Gallet (conseiller municipal de Séméac).

Hommage à Louis Saint-Macary

Aujourd'hui est un dimanche noir pour Bernac – Debat qui accompagne Louis Saint Macary dans sa dernière demeure.

C'est un monument de Bernac qui s'en va.

Pendant 19 ans, il a été un maire qu'on ne peut oublier, tellement dévoué, tellement disponible, tellement présent pour les bernacais. Louis portait Bernac dans ses tripes. Il se battait bec et ongles dans toutes les instances pour ses administrés. Il n'hésitait pas à rencontrer Préfet ou Directeurs de Cabinet plusieurs fois tant qu'il n'avait pas un résultat qui le satisfaisait. Ce qui avait fait dire à un Préfet qu'il défendait le bout de gras. C'était vrai, il était pugnace ; son franc parler était redouté et respecté. Louis était un battant, il ne comptait pas le temps passé à défendre les intérêts de sa commune. Louis était aussi un homme juste, un homme droit, un travailleur, un homme de conviction, empreint de justice et de paix.

Avec ce tempérament, c'est tout naturellement qu'il adhéra jeune au Parti Communiste Français, à qui il est resté fidèle toute sa vie. Son engagement, il le paiera cher, comme d'autres d'ailleurs, lorsque dans les années 50, il sera victime de la chasse aux sorcières, de la répression patronale, et sera licencié, révoqué de l'usine du Forage. En ce temps-là, lorsqu'on était révoqué, et marqué à l'encre rouge, il était inutile de se présenter chez un employeur. Les temps étaient durs, mais il fallait faire vivre la famille.

Louis réussit alors à se faire embaucher comme manœuvre chez Bernard Garnéro, révoqué lui aussi, et qui était devenu artisan maçon. C'est alors qu'il travailla à la construction des Castors à Aureilhan. Il fut aussi distributeur de lait chez Prouane, à Soues. Il prit ensuite un travail de représentant de

commerce qui l'amena jusqu'à sa retraite. Malgré ces multiples boulots souvent très difficiles, il continua à distribuer le journal « l'Humanité » toutes les semaines.

Un exemple de militantisme. Louis a été de tous les combats dans ce département et un de ses derniers a été celui de la poste, pour maintenir à Bernac le bureau de poste.

Je garde en ma mémoire des souvenirs de campagne électorale, des cantonales, en 1994 et 2001, où j'ai parcouru avec lui les rues de Bernac. C'était un régal et j'ai pu me rendre compte combien il était apprécié, combien il était aimé. On le voit bien aujourd'hui.

Aux dernières élections en mars dernier, il commençait à être fatigué, mais était quand même venu à la réunion publique de Bernac. Il avait tenu à me présenter son petit fils dont il était excessivement fier.

Une page de l'histoire de Bernac se tourne ; Louis laisse un grand vide dans son village et dans le département ; ses combats pour la justice, pour un monde meilleur, nous les continuerons maintenant sans lui, et même si nous n'entendrons plus sa voix qui roulait les R, même si nous ne pourrions plus l'interrompre (car il était bavard), nous aurons toujours lors de nos réunions, une pensée émue pour lui. Son absence se fera d'ailleurs sentir dimanche prochain pour la fête de l'Huma 65. Louis, merci. Merci d'avoir été celui que tu as été.

Claude, mon dernier mot va à toi, à tes enfants, petits enfants, à toute ta famille, à qui j'adresse, au nom des élus communistes et républicains, au nom de tous les communistes du département, et en mon nom personnel, nos plus sincères condoléances .

DÉCLARATION DE MARIE GEORGE BUFFET

IL Y AURA UN AVANT ET UN APRÈS 4 NOVEMBRE 2008

Barak Obama est devenu, cette nuit, le 44^{ème} Président des États-unis.

L'élection du premier Président afro-américain de toute l'histoire des États-unis, sur les thèmes du changement, d'un meilleur droit à la santé pour tous, de la paix ou encore d'une plus juste répartition des richesses, dans un pays engagé dans deux guerres, et en proie à une crise économique et sociale extrêmement grave, est un événement politique majeur. Cette victoire interroge tout le monde sur la nature des réponses à apporter dans une société en profonde ébullition. Le défi est immense et le plus dur reste à faire, à savoir ne pas décevoir les attentes que la campagne du sénateur de l'Illinois a suscité aux États-unis mais aussi

dans le monde.

Nous mesurons bien que cet événement d'une ampleur considérable exige de la hauteur de vue. La force de cette victoire suffit d'ailleurs à rendre dérisoire toutes les tentatives de récupération.

Pour toutes celles et ceux qui se battent contre le racisme, les discriminations, dans le combat pour l'égalité, il y aura un avant et après 4 novembre 2008.

*Marie George Buffet,
Secrétaire nationale e du PCF*

Paris, le 5 novembre 2008

OBAMA PRÉSIDENT

4 novembre, un vent d'espoir sur l'Amérique et le monde

Comme sur ce rassemblement arc-en-ciel de Chicago dans la nuit du 4 novembre 2008, un vent d'espoir a soufflé sur l'Amérique et sur le monde. En élisant le candidat métis Barak Obama 44^{ème} président des États-unis le peuple américain vient de faire un pas immense. C'est en effet le symbole fort d'une Amérique qui reconnaît son histoire construite sur l'expropriation et le génocide des peuples amérindiens, sur l'esclavage des Africains et sur le racisme, thème originel des discours d'Obama. Mais en mettant un terme à huit années de gouvernement « W », il s'est aussi levé contre la formidable machine idéologique d'une administration confiée au complexe pétro militaire financier qui a précipité son pays et le monde dans un état de guerre permanent, en même temps qu'il a favorisé la déréglementation de l'économie, la livrant à un capitalisme financier déchaîné à l'origine de la crise financière que nous connaissons aujourd'hui.

Le nouveau Président des États-unis a remporté les

élections en promettant le changement. Les électeurs et au-delà attendent désormais de lui que ces promesses soient appliquées ; relance de l'économie, répondre à la crise du logement, mettre en place une protection sociale (50 millions d'américains sont sans protection sociale) et une politique de l'immigration (20 millions de sans papiers), retirer les troupes d'Irak.

Du pain sur la planche donc pour Barak Obama. Le pourra-t-il ? Le voudra-t'il vraiment ? Des doutes planent. Toutefois « sa victoire peut favoriser une remobilisation autour des acteurs syndicaux et ouvrir de nouvelles possibilités » disait un syndicaliste.

Dans le message adressé à Barak Obama, Nelson Mandela lui dit : « Votre victoire a démontré que personne, partout dans le monde ne devrait avoir peur de rêver de changer le monde pour le rendre meilleur ». On ne pouvait mieux dire !

Roland CAZENEUVE

ASSOCIATION ROBIN DES BOIS

Parce qu'il n'y a pas de meilleure ouverture sur le monde que la culture, parce que l'accès aux pratiques culturelles est de plus en plus prohibitif pour les familles à faibles revenus et en grande précarité, parce que la solidarité et la mutualisation des moyens constituent une réponse fiable à l'égoïsme ambiant, l'association ROBIN DES BOIS n'a jamais été autant nécessaire. Le monde du travail porte encore ces valeurs d'émancipation et de fraternité, cette mémoire ouvrière associative et syndicale doit générer de nouveaux projets, faire naître de nouvelles réponses afin que l'accès aux cultures ne soit pas réservé aux plus riches. Mutualiser des moyens humains et financiers afin de partager les savoirs et les pratiques pour le plus grand nombre est l'objectif du projet de l'école de musique sociale qui vient de voir le jour dans les locaux du comité d'entreprise de la SNCF. A l'initiative de syndicalistes communaux, cheminots et de l'EDF ce lieu vivant accueille depuis le premier octobre

enfants et adultes issus d'horizons sociaux différents. Cours de guitare, basse, batterie, Musique Assistée par Ordinateur avec pour souci majeur de replacer l'histoire des musiques au cœur du projet artistique. Nous souhaitons initier la création, l'échange, au-delà de l'atelier de pratique traditionnel l'association fera découvrir l'essence des mouvements musicaux, leur portée sociale leur environnement politique à l'occasion de rencontres, débats en présence d'artistes, de réalisateurs d'acteurs culturels L'école ROBIN DES BOIS est soutenue par le CE SNCF, le CE EDF, la DDJS, la Région Midi Pyrénées et l'AVENIR SOCIAL CGT.

Du Lundi au Samedi
C.E. des cheminots, avenue Joffre Tarbes
06 15 57 86 64
www.robin-des-bois.net

LE MERCREDI 26 NOVEMBRE à partir de 19 H,

à la bourse du travail et dans le cadre de la semaine d'initiative organisée par l'UD CGT, l'UD et l'association ROBIN DES BOIS organisent une soirée projection débat sur le thème

« ROCK ET MONDE DU TRAVAIL »

Projection des documentaires

« *De feu de fer et de rock* » de Jacques Mitsch et Jean Christian Tassy
 et « *Summertime* » de Denis Saves

suivie d'un **débat** avec la participation des syndicalistes de Fumel ainsi que de Michel Besset ancien mineur et directeur du SUMMER FESTIVAL



Fumel, c'est l'histoire de la mort et de la résurrection d'une usine, d'un attentat économique et d'un petit miracle social. Une catastrophe habillée d'espoir. 480 patrons en bleu de travail : une expérience unique et revigorante de l'autogestion comme planche de salut et tremplin de lendemains qui changent. Mais Fumel est aussi un fief musical doté d'un rock engagé pur et dur, cœur et partenaire des combats soucieux. C'est lui qui va drainer toute l'énergie rebelle de Fumel, lui qui fera résonner la voix de la colère bien au-delà de ses frontières locales. Par la grâce de son cri inspiré, le combat ouvrier trouve un écho national.

Site internet du PCF 65

Nous invitons tous ceux qui, parmi nos lecteurs disposent d'internet, à consulter le site du pcf 65 :

<http://fedepcf65.free.fr>

A partir de maintenant ce site sera mis à jour toutes les semaines. Nous devons populariser ce site, le faire connaître et apprécier.

N'hésitez pas à communiquer cette adresse à votre entourage.

Patrick DUCOS